



SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 12 décembre 2023

Votants présents :

M. Jean GALAND, M. Jean-François BOUDIGUE, Mme Marie LARRUE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Xavier DANNEY, M. Bruno LAFON, M. Cédric PAIN.

M. Patrick DAVET donne pouvoir à M. Jean-François BOUDIGUE pour le représenter, émettre tout vote et signer tout document.

Excusé(e)s :

Mme Karine DESMOULIN, Mme Pascale GOT, M. Vincent MAURIN, Mme Béatrice AURIENTIS, M. Patrick DAVET.

Assistaient à la réunion :

Mme Nelly DELEPINE, M. Éric COIGNAT, M. Alain BALLEREAU.

Président de séance :

M. Jean GALAND.

Secrétaire de séance :

M. Jean-François BOUDIGUE.

Assistaient également à la réunion :

M. Cyril CLEMENT (SMPBA), M. Thierry DAVID (SMPBA).

Les convocations aux membres du Conseil Syndical ont été envoyées le 24 novembre 2023.

- **Délibération n° : 28-2023**
- **Objet : Tarification 2024.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 12 décembre 2023, à La Teste de Buch approuve à l'unanimité la présente délibération.

SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON

Conseil Syndical du 12 décembre 2023

Délibération n° : 28-2023

Objet : Tarification 2024

La gestion du domaine public sous compétence du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et l'occupation afférente qui en est faite est soumise à redevance. Dans ce cadre, le SMPBA doit établir une tarification pour l'année 2024.

La Tarification 2024 est structurée dans le prolongement de la tarification 2023 et des précédentes.

On y distingue notamment :

- L'occupation domaniale, qu'elle soit à terre ou sur le plan d'eau dans les ports. Cette dernière prend en compte la capacité d'accès au plan d'eau.
- Les aménagements annexes mis à disposition : pontons, eau, électricité, échelles, quais, complexes techniques, moyens de levage, adduction d'eau de mer...
- L'occupation sur les Zones de Mouillage et d'Equipements Légers d'Andernos-les-Bains, de Lanton et d'Arès.
- L'occupation sur le domaine terrestre et les services afférents.

Les principales évolutions suivantes y apparaissent par rapport à la tarification 2023 :

Propositions d'évolution sur le plan d'eau :

- Augmentation de 5% sur la domanialité plan d'eau ;
- Prise en compte des nouveaux périmètres transférés ;
- Augmentation de 5% sur les mouillages uniquement pour les contrats saison ;
- Augmentation de 25€ pour la mise en sécurité d'un navire amarré sans autorisation ;

Proposition d'évolution sur le domaine terrestre :

- Revalorisation AOT simples (92cts/m²), AOT avec cabanes SMPBA et AOT + quai SMPBA (2,50€/m²) pour tenir compte de la réalité économique des frais d'entretien et maintenance ;
- Différenciation des AOT terre-plein et/ou cabane et/ou quai entre l'usage professionnel et d'agrément.
- La différenciation de l'adduction d'eau d'Andernos-les-Bains et des autres malines gérées par le SMPBA compte tenu des coûts d'exploitation, notamment en énergie ;
- Légère revalorisation des entretiens et contrôles périodiques des moyens de levage collectifs mis en place et entretenus par le gestionnaire ;
- Revalorisation de la surveillance des ports pendant les fêtes de fin d'année ;
- Pérennisation de la ligne pour le port à sec pour la poursuite de l'expérimentation en 2024 ;
- Création d'une ligne pour les mises à l'eau des usagers n'ayant pas de contrats SMPBA ;
- Création d'une ligne pour le nettoyage d'AOT sur défaillance avérée du titulaire.

La présente délibération consiste à approuver la tarification 2024 jointe en annexe.


Décision :

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 12 décembre 2023 décide :

- De voter la tarification 2024 telle que présentée en annexe ;
- De mettre en œuvre les dispositions nécessaires à l'exécution de cette décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 12 décembre 2023.

Le Secrétaire de Séance



Jean-François BOUDIGUE

Le Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean GALAND

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et sa publication.*